



**La responsabilité des directions syndicales est
d'engager le combat contre le gouvernement
Hollande-Valls et de rompre tout dialogue social.**

**A bas les budgets d'austérité de l'État et de la
Sécurité sociale !**

A bas le pacte de responsabilité !



Manifestation historique à Bruxelles le 6 novembre 2014

A bas les projets de loi de finances !	..... p 2
Tract sept 2014 : A bas le budget 2014	..... p 9
Élections dans la Fonction publique	..... p11
FN	..... p13
Tract contre les interventions impérialistes	..... p18
Moyen-Orient / Maghreb	..... p20
Belgique	..... p26
<i>On nous communique</i>	..... p27
AG CGT Finances publiques	..... p28
Communiqué de presse CGT Chauffailles	..... p30
CE Ugict-CGT Grand Lyon	..... p31



La responsabilité des dirigeants syndicaux est de combattre la politique du gouvernement Hollande-Valls ce qui implique de rompre tout dialogue social. Les acquis ouvriers ne sont pas marchandables !

Une offensive contre les travailleurs ...

Depuis sa nouvelle investiture du 16 septembre, Valls et son gouvernement accentuent les coups portés aux travailleurs. Le pacte de responsabilité est la pierre angulaire du dispositif. Il a fait l'objet d'une large concertation avec les directions syndicales. Le gouvernement Hollande-Valls se met entièrement au service de la bourgeoisie française et du MEDEF: dans une interview au Nouvel Obs du 23/10/14, Valls explique sans ambages que le changement promis par Hollande en 2012 c'était de « *redresser la France* » en faisant en sorte que les entreprises françaises redeviennent compétitives. Pour cela, elles doivent dégager des profits substantiels, lesquels ne tombant pas du ciel, ne peuvent être prélevés que sur la force de travail. Valls explicitant les principales mesures pour 2015 : « *baisse du coût du travail et de la fiscalité pour les entreprises, la grande réforme des allocations familiales, la réforme territoriale, la loi croissance et activités, la renégociation de la convention assurance chômage, ...* ». Le gouvernement Valls-Hollande, en bon valet de la bourgeoisie, lance donc une offensive sans précédent contre les acquis ouvriers :

- Projets de loi de finances 2015 :

- **projet de loi de finances pour l'État** : le gouvernement donne d'une main 50 milliards € au patronat (43 milliards € de CICE sur 3 ans dont 16 Mds € en 2015+ 6,6 milliards € d'allègements sociaux et fiscaux en 2015) et les reprend de l'autre main, principalement aux salariés avec 50 milliards € d'économie dont 21 en 2015 :
 - 7,7 milliards € d'économie sur le budget de l'Etat dont 1,4 milliards € grâce à la modération salariale, à la stagnation des effectifs (+ 10 500 postes dans l'Education / + 1000 postes de flics / - 12 000 postes, hors Défense (- 7500) principalement aux Finances (- 2500) cf [Intervention AG du Rhône 2014.doc](#). Au total, il y aura suppression de 4000 postes de fonctionnaires par rapport à 2013.
 - Les dépenses d'intervention de l'Etat sont également à la baisse (- 2,4 milliards €) avec par exemple la suppression de l'aide personnalisée de retour à l'emploi (- 35 millions €). Les établissements relevant de l'Etat seront également soumis aux économies (- 2 milliards €).
 - Baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales (- 11 milliards € sur 3 ans) dont 3,7 milliards € en 2015.
 - En 2015, le gouvernement va octroyer au patronat : 4,6 Md€ d'allègements de cotisations sociales entre 1 et 1,6 SMIC ; 1 Md€ d'allègement de cotisations des indépendants ; 1 Md€ de suppression d'une première tranche de contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) ; dans un second temps, à compter de 2016, les allègements de cotisations sociales seront étendus et la C3S sera progressivement supprimée et l'impôt sur les sociétés allégé.



- **projet de loi de finances de la Sécurité sociale** : le pacte de responsabilité prévoit 10 milliards € d'économie sur 3 ans sur le dos de la Sécurité sociale, dont 3,2 milliards € en 2015. Pour ce faire, le gouvernement lance une « *Stratégie nationale de santé autour de quatre axes* » :
 - *le renforcement de l'efficacité de la dépense hospitalière ;*
 - *le virage ambulatoire dans les établissements hospitaliers ;*
 - *le développement du recours aux médicaments génériques ;*
 - *la réduction des actes inutiles ou redondants, que ce soit en ville ou en établissements de santé, maîtrise du volume de prescription des médicaments, ou encore optimisation des transports de patients. »* PLFSS 2015

En clair, le droit à la santé est encore plus mis à mal (cf article Projet de loi santé à venir sur notre site).

Le gouvernement prévoit également d'autres économies sur les dépenses sociales à hauteur de 10 Md€, dont plus de 6 Md€ dès 2015 : 4 Md€, résultent de mesures décidées par le Gouvernement avec « les partenaires sociaux », qu'il s'agisse de la réforme des retraites et notamment du décalage de la date de revalorisation des pensions au 1er octobre, de la convention d'assurance chômage du 1er semestre 2014, des mesures décidées par les partenaires sociaux gestionnaires des régimes complémentaires de retraites ou encore de la réforme de la politique familiale décidée en 2013.

Ce budget d'austérité est censé répondre aux exigences de réduction des déficits qu'impose l'Union européenne aux États, pour que l'Euro soit une monnaie de référence pour les échanges commerciaux. Mais la monnaie unique ne dispose pas des atouts du dollar, seule véritable monnaie internationale. C'est d'ailleurs pour cela que les États-Unis, impérialisme dominant, peuvent continuer à vivre à crédit car le dollar reste une valeur refuge pour les capitaux.

Cet « effort » sera poursuivi et accru en 2015, notamment par la réduction des coûts de gestion des caisses de sécurité sociale, les mesures de maîtrise des dépenses des organismes gérés paritairement et la poursuite de la réforme de la politique familiale. Ainsi, une majorité de députés socialistes a proposé de baisser le montant des allocations familiales de moitié pour les parents de deux enfants à partir de 6.000 euros de revenus mensuels, et divisées par quatre à compter de 8.000 euros. Chaque enfant supplémentaire rehausserait ce plafond de revenus de 500 euros. Cette attaque sans précédent contre le principe d'universalité des allocations familiales sans condition de ressources est donc actée pour économiser ainsi 800 millions d'€. Valls parle de la « grande réforme des allocations familiales » jamais encore mise en œuvre. Il s'agit d'une attaque contre le salaire différé puisque le principe de financement de la Sécurité sociale repose sur les cotisations prélevées sur le revenu salarié qui donne droit en cas d'enfants, de maladie, de chômage et de retraite à une allocation. Le gouvernement fait passer cette mesure comme équitable car pénalisant les familles à revenus aisés mais demain le plafond de ressources pourra être revu à la baisse et même s'appliquer aux autres branches de la Sécu, maladie, chômage ou retraite. C'est du vol organisé par l'Etat et le patronat. La seule mesure équitable serait de ne réserver le salaire différé qu'aux seuls salariés, en excluant les patrons et professions libérales du bénéfice de la Sécurité sociale puisque il s'agit d'une partie des salaires qui est socialisée pour répondre aux besoins familiaux, de santé, de chômage et de vieillesse des salariés.

Dans le PLFSS, le gouvernement entend également économiser 0,7 Md€ dès 2015, dont 0,4 Md€ sur la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) et 0,3 Md€ sur d'autres allocations, en accentuant leur ciblage sur les familles modestes. Le pacte de solidarité du gouvernement, c'est la charité ! Au sein de la PAJE, les mesures d'économies consisteront à baisser le montant de la prime de naissance à partir du 2^e enfant. Par ailleurs, la prestation d'éducation de l'enfant sera partagée entre les deux parents en restreignant le congé parental des mères de 3 à 2 ans. Vive l'égalité hommes-femmes ! Enfin, le versement de l'allocation de base de la PAJE sera reporté au mois suivant la naissance de l'enfant. S'agissant des allocations familiales, la majoration pour âge sera repoussée de 14 ans à 16 ans.

- Réforme territoriale : le gouvernement entend faire des économies, principalement de postes de fonctionnaires dans la Fonction publique territoriale en fusionnant les régions ; initialement les départements devaient être supprimés mais le Sénat s'y est opposé. Le gouvernement donnera une prime à la mutualisation de services entre collectivités. La réforme territoriale signifie la dislocation des services publics et des politiques sociales, dont la gestion est éclatée au niveau régional ou métropolitain. C'est une réforme d'inégalité territoriale à grande échelle. (cf [UGICT CGT Métropole.doc](#))
- Projet de loi croissance et activité : le ministre capitaliste Macron doit présenter mi-décembre au parlement un texte qui entend *s'attaquer aux « trois maladies » françaises qui empêchent, selon lui, de « libérer, investir et travailler » afin de « lever tous les blocages » qui entravent la croissance* : étendre le travail le dimanche et la nuit, libéraliser le transport par cars, les pharmacies, les dentistes et les professions juridiques et restreindre les recours des salariés aux prud'hommes. Le même ministre Macron exige également un abaissement des indemnités des chômeurs.
- Réforme des seuils sociaux : les directions syndicales acceptent de discuter avec le Medef du relèvement des seuils qui imposent aux entreprises de dédier une partie de la masse salariale aux comités d'entreprise et CHSCT et à la représentativité du personnel.
- Projet de loi anti-terroriste : sur fond d'union nationale avec l'UMP, le gouvernement Hollande-Valls poursuit sa politique d'intervention impérialiste au Moyen-Orient et en Afrique (cf [Situation internationale oct 2014.doc](#)). Alors que les groupes djihadistes ont fleuri sur le terreau du fumier impérialiste qui entend contrôler et dépecer à sa guise des Etats du Proche, Moyen-Orient et africains, le gouvernement Hollande au compte de l'impérialisme français entend restreindre les libertés d'expression et de presse sous couvert de lutte « anti-terroriste ». C'est le sens du projet de loi Cazeneuve qui crée une nouvelle infraction « l'entreprise individuelle terroriste » permettant de condamner par intention et non plus par preuve des faits. Cette condamnation présumée peut également aboutir à la confiscation de pièces d'identité. Les délits de provocation ou d'apologie du terrorisme ne relèveront plus de la loi de la presse mais du droit pénal. De la même manière qu'il s'est illustré avec l'assassinat de Rémi Fraisse lors de la manifestation anti-barrage de Sivens, le gouvernement Hollande renforce l'arsenal policier et répressif.

... appuyée sur le dialogue social



Valls explique très clairement que la clé de la réussite de cette offensive « *c'est la qualité des rapports sociaux et c'est la marque du quinquennat.* » On constate aujourd'hui que le résultat du dialogue social est globalement satisfaisant pour le gouvernement. Les conférences sociales qui se sont tenues successivement depuis juillet 2012 ont permis au gouvernement de s'attaquer au code du travail avec l'ANI, aux retraites et de faire des cadeaux au patronat avec le pacte de responsabilité.

Dans l'appareil de la CGT, ce dialogue social qui amène à des reculs importants pour la classe ouvrière, suscite des interrogations voire une opposition. C'est pourquoi, les dirigeants confédéraux ont été obligés de boycotter la 2^{ème} journée de la conférence sociale de cette année. Mais depuis la rentrée, les bureaucrates syndicaux ont repris largement leur place dans les fauteuils des ministères aux côtés du patronat pour discuter de la réforme des seuils sociaux, du projet de loi santé, ou bien encore de la refonte du statut de fonctionnaire. Des négociations sont en cours avec la participation de toutes les fédérations de fonctionnaires sur « *la mise en œuvre du dialogue social, l'amélioration des conditions de vie au travail et les parcours professionnels, carrières et rémunérations* » où se joue « *l'avenir de la fonction publique* », rien que çà ! Que font les bureaucrates syndicaux à ces négociations si ce n'est cautionner les futurs mauvais coups qui seront portés au statut des fonctionnaires, sur fond d'agression du patronat contre les statuts protecteurs des salariés ?



**Hollande, Le Paon (CGT)
et Berger (CFDT)**

A bas le dialogue social !

**Il faut imposer aux dirigeants syndicaux de quitter
immédiatement toute instance de dialogue avec le
gouvernement le Medef !**

**La responsabilité des directions syndicales est de défendre les véritables revendications
et d'engager le combat contre les plans du gouvernement**

Les dirigeants des fédérations de fonctionnaires doivent quitter immédiatement ces négociations et organiser le combat sur la base des revendications ouvrières : **A bas les projets de lois de finances ! A bas la réforme territoriale !**

Les travailleurs ont besoin que leurs organisations syndicales centrent leur combat pour la défense de leurs revendications afin de rassembler la classe ouvrière et la dresser contre le gouvernement bourgeois Hollande-Valls.

La CGT a soutenu du bout des lèvres la grève des pilotes d'Air France contre la mise en cause d'un statut unique entre Air France et sa filiale Low Cost Transavia, quand la CFDT organisait une contre-manif contre la grève. Ceci est inammissible !

Alors que les travailleurs sont excédés par la politique bourgeoise du gouvernement Hollande-Valls, alors qu'il était impératif que les directions confédérales de la CGT, de FO, de la FSU et de Sud organisent un combat central contre le pacte de responsabilité, contre les projets de loi de finances de l'État et de la Sécurité sociale, en appelant par milliers et millions les travailleurs à manifester devant l'Assemblée nationale contre ces budgets, la CGT toute seule a organisé une journée d'action contre-feu le 16 octobre non pas pour s'adresser à la majorité de députés PS pour qu'ils ne votent pas ces projets de lois de finances, mais pour « *la reconquête de la Sécu* » ! Quand on regarde de plus près, les campagnes revendicatives de la CGT ne sont pas très éloignées ni de la politique du gouvernement, ni du Medef puisqu'elles entendent également conditionner des aides octroyées au patronat à sa bonne politique salariale et sociale dans l'entreprise. Il s'agit en fait de leurrer les travailleurs en leur faisant croire qu'une bonne politique industrielle est possible. Or, le patronat est très pragmatique : s'il a investi en Chine, dans l'Est de l'Europe ou au Maghreb c'est en raison des bas coûts salariaux. Il ne réinvestira en France ou en Europe qu'à cette condition. C'est tout le sens de l'offensive de Gattaz. Le rôle du syndicat n'est pas d'assurer des profits au patronat français mais de défendre les salariés contre l'exploitation capitaliste.

S'adresser à la majorité de députés du PS pour interdire le vote des lois de finances

Les travailleurs sont désabusés par la politique totalement bourgeoise que mène le gouvernement Hollande-Valls et ne savent plus à quel saint se vouer. Certains sont tentés par le vote FN (cf [FN bulletin.doc](#)) ; la plupart par l'abstention aux élections (comme aux dernières municipales) ; très peu se reportent sur le Front de gauche qui n'appelle pas au rassemblement de toute la classe ouvrière contre la politique bourgeoise du gouvernement. D'autres encore sont tentés par les mouvements « ZADistes » contre de grands projets capitalistes (barrage de Sivens aéroport de Notre-Dame-des-Landes, OL-Land à Lyon, TGV Lyon-Turin, ...) même s'ils n'en critiquent que les aspects environnementaux. Ils s'engagent dans un rapport de force avec l'État et la police qui les traquent pour les réprimer ou même parfois les tuer, et dans beaucoup de cas les inculper.

Cependant, la contradiction entre le vote de classe de 2012 contre la bourgeoisie au pouvoir, contre l'UMP et la formation d'un gouvernement à la solde de la bourgeoisie, ne manque pas de traverser les organisations d'origine ouvrière, en particulier le Parti Socialiste. Au sein de la majorité socialiste, les « frondeurs » critiquent ouvertement la politique du gouvernement. Ils étaient 31 à s'abstenir sur la partie recettes du projet de loi de finances et 41 à s'abstenir lors du vote de confiance du 16 septembre au gouvernement. Les frondeurs ne sont pas des révolutionnaires et sont hétérogènes. On retrouve des « aubrystes » comme des députés de la gauche socialiste. Ils réfractent cependant l'opposition à la politique du gouvernement au sein de la classe ouvrière à l'intérieur du PS.



Le Parti socialiste est au bord de l'explosion

Martine Aubry, de retour sur la scène politique nationale, tente de calmer le jeu. Elle joue ainsi les médiateurs entre le gouvernement et les « frondeurs » et ce dans la perspective des États –généraux du PS qui se tiennent jusqu'au 6 décembre. On lit sur le site : « Lancés à l'Université de la Rochelle et se concluant le 6 décembre à Paris, les États généraux des socialistes sont un large processus de consultation militante visant à reformuler l'identité du Parti socialiste face aux grands bouleversements qui traversent le monde et la société. Ces États généraux doivent permettre le renouveau de notre identité en affirmant ce qu'est le socialisme dans le monde contemporain. »

S'affrontent à cette occasion plusieurs lignes dont celle de Valls : « le projet de cette gauche moderne, c'est de combattre tout ce qui aliène et enferme l'individu », « la gauche réinvente le monde dans l'opposition, puis elle gouverne de façon programmatique, mais comme elle ne l'assume pas, elle perd les élections. » « Le verticalisme des partis ne fonctionne plus. » « Il faut bâtir une maison commune dans laquelle chacun se retrouve. » « En 2012, nous avons commis l'erreur de ne pas tendre la main à François Bayrou. Peut-être l'aurait-il refusée, mais nous aurions dû le faire ». La ligne de Valls s'est celle de Blair et de Schröder c'est-à-dire la liquidation des partis socialistes comme possibilité d'être utilisés par la classe ouvrière contre la bourgeoisie. La preuve encore avec "l'affaire Filoche" qui a osé faire un twitt sur la mort de De Marjorie, PDG de Total : "De Margerie est mort. Famille Taittinger en deuil. Les grands féodaux sont touchés. Ils sont fragiles. Le successeur nous volera-t-il moins ?" Valls a tout de suite répondu en bon valet du patronat que Filoche devait quitter le PS.

Ce à quoi Filoche a répondu : *"Depuis quand un Premier ministre décide de qui est membre d'un parti politique ? Je suis très à l'aise au PS et je n'ai pas l'intention d'en partir, surtout avec ce qui se passe. Que veulent-ils ? Saucissonner le PS ? Valls représente 5 % au PS et il veut mettre la main sur le parti, c'est une plaisanterie."*

Filoche a raison mais sa responsabilité et celle de tous les frondeurs est d'organiser les 95 autres % de militants du PS contre la politique du gouvernement. Mais les frondeurs de "Vive la gauche" se situent en amendement de la politique du gouvernement et non en rupture. Ils proposent ainsi dans le cadre du projet de loi de finances :

"Réorienter les aides aux entreprises pour cibler celles qui en ont le plus besoin : ciblage de l'utilisation du CICE vers les dépenses d'investissement, de recherche et de formation ; remboursement du CICE en cas de mauvaise utilisation; modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'utilisation des bénéficiaires..."

La crise est si profonde dans le PS que son éclatement est à l'ordre du jour mais au profit de quoi ?

"Vive la gauche" effectue des rassemblements avec EEVL, une partie du Front de Gauche (PC, Ensemble mais sans le Parti de Gauche de Mélenchon qui est anti front unique) pour tenter de capter l'opposition à la politique du gouvernement.

Le collectif "Vive la gauche" demande la tenue d'un congrès et entend replâtrer les institutions de la Vème République en supprimant les mesures autoritaires sur le Parlement comme le 49.3.

Mais cette majorité est prisonnière du Président Bonaparte et des institutions de la VÈME République : Hollande et Valls ont à ce titre menacé de dissolution la majorité socialiste si elle ne votait pas la confiance au gouvernement le 16 septembre.

Il est de la responsabilité de cette majorité socialiste à l'Assemblée d'engager le combat contre le pacte de responsabilité et sa mise en œuvre dans les projets de lois de finances. La classe ouvrière, à l'aide des organisations syndicales, doit s'adresser à la majorité de députés PS et FdG pour qu'elle empêche par tous les moyens l'adoption de ces attaques. Toute mobilisation syndicale doit s'orienter sur cet axe y compris par l'organisation d'une **manifestation centrale à Paris devant l'Assemblée nationale pour interdire le vote des projets de lois de finances.**



Nécessité de construire un parti ouvrier révolutionnaire

Une telle mobilisation se centrerait de fait contre la politique bourgeoise du gouvernement Hollande-Valls et permettrait ainsi de rassembler les travailleurs avec leurs organisations. Tel doit être également l'objectif des nouveaux regroupements à "gauche". Ce combat n'est cependant pas spontanément avancé par ceux qui se disent à "gauche" car ils sont bien trop respectueux de l'ordre bourgeois. Les travailleurs n'ont que faire de l'ordre capitaliste qui les broie et les condamne au chômage, à la précarité, aux économies de tout ordre ... A la SNCM par exemple, les directions syndicales ont fait le dos rond en attendant de nouveaux navires mais aujourd'hui, l'actionnaire majoritaire met la clé sous la porte et réclame son dû. Alors quelle solution ? Attendre

une nouvel actionnaire capitaliste qui n'investira que si les salariés sont moins nombreux et moins chers ? Non : il y a une autre voie, celle d'exproprier les actionnaires (Transdev). Mais qui peut le faire ? Un gouvernement ouvrier anticapitaliste dont le programme serait l'expropriation des groupes capitalistes (notamment et en premier lieu dans les secteurs de l'énergie, transports, pharmacie et laboratoires, agro-alimentaire, ...).

Pour cela il faut construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Le groupe Révoltes appelle toutes les organisations qui se disent à "gauche", « anti-capitalistes », « communistes » ou « trotskystes » à discuter de cette perspective.

5/11/2014



Tract du Groupe Révoltes du 16 septembre 2014

A bas le gouvernement bourgeois Hollande-Valls qui défend le patronat et l'impérialisme français !

A bas le pacte de responsabilité et le projet de budget 2014 !

A bas le dialogue social qui soutient ce gouvernement de combat contre les acquis des travailleurs : boycott des groupes de travail de la conférence sociale !

Il faut imposer à la majorité de députés du PS et du Front de gauche un programme de défense de la classe ouvrière !

Un gouvernement de combat contre la classe ouvrière

Durant l'été 2014, le gouvernement Hollande-Valls I s'est encore illustré comme défenseur acharné de l'impérialisme français : soutien ouvert à l'intervention israélienne contre le peuple palestinien conjugué à l'interdiction de manifester et, en pure tradition bonapartiste, formation du gouvernement Valls II expurgé des « frondeurs ». Le remaniement consécutif aux propos de Montebourg constitue une tentative de mettre la majorité parlementaire de députés du PS à la botte du président-Bonaparte. Hollande a mis en place un gouvernement de combat, entendons bien de combat contre la classe ouvrière. Preuve en est l'ovation des patrons prodiguée à Valls lors de l'université d'été du Medef. Au menu du programme pro-patronale : travail le dimanche et la nuit, temps de travail déréglementé à la carte, déclinaison du pacte de responsabilité offrant plus de 40 milliards d'euros de cadeaux au patronat dans le budget de l'État et de la Sécurité sociale avec d'autant de sacrifices pour les travailleurs ...

En déposant une motion de confiance à l'Assemblée le 16 septembre, Valls entend faire pression sur ce Parlement réduit, dans le cadre des institutions de 5^{ème} République, à un état croupion, pour le mettre à la botte du président Bonaparte, menaçant si besoin de le dissoudre. Résultat : 31 députés socialistes se sont abstenus, abstention record depuis 2012.

Ne s'y trompons pas. Si les frondeurs sont l'expression de l'opposition au sein de la classe ouvrière à la politique du gouvernement, sur fond de défaite électorale cinglante aux dernières élections, cette fronde ne remet pas en cause fondamentalement la politique bourgeoise du gouvernement Hollande-Valls ni le pacte de responsabilité. Ils entendent seulement mieux conditionner les aides aux patrons, comme si l'État ne détenant pas les moyens de production, pouvait contraindre les capitalistes à pratiquer une bonne politique salariale ou à ne pas licencier. Il n'existe qu'une solution pour empêcher les licenciements : nationaliser sans indemnité ni rachat les entreprises, en premier lieu celles qui liquident leur personnel. Les frondeurs n'entendent pas rompre avec le capitalisme. Pour autant, la majorité PS-Front de gauche est issue du vote de 2012 qui signifiait stopper et même remettre en cause les réformes UMP de Sarkozy.

A bas le dialogue social ! Défense des acquis !

Hollande s'appuie pour mettre en œuvre sa politique depuis 2012 sur les directions syndicales qui ont toutes accepté de participer aux conférences sociales. Quel est le bilan de ce dialogue social ? En 2012, ce fut l'ANI qui permet au patronat d'augmenter le temps de travail sans augmentation salariale ; en 2013, la conférence sociale a abouti à l'allongement du départ à la retraite. Le dialogue social mène aujourd'hui au pacte de responsabilité, véritable offensive pro-patronale de réduction drastique des dépenses sociales.

Mais les travailleurs entendent résister aux attaques contre leurs statuts :

- en juin, ce sont les **cheminots** puis les **intermittents** qui se sont mis en grève contre la liquidation, pour les premiers, de leur convention collective, et pour les seconds, contre l'allongement de la durée de travail donnant droit à l'indemnisation chômage

- en juillet, **les marins de la SNCM** se sont battus contre la liquidation de l'entreprise. Les dirigeants syndicaux ont cependant accepté la réduction des acquis en échange de commande de bateaux et se sont fait bernier. La seule solution pour que vive la SNCM c'est que l'État en prenne le contrôle en expropriant Veolia et réinstaura le monopole de la SNCM
- À cette rentrée de septembre, les **pilotes d'Air France** sont massivement en grève (à 60 %) contre un statut au rabais des pilotes de la filiale low cost. Ils défendent un seul statut pour tous !

Ce sont les mobilisations des cheminots et des intermittents ainsi que l'opposition au sein de la confédération CGT qui ont obligé la direction confédérale à ne pas participer à la deuxième journée de la conférence sociale du mois de juillet. La caution qu'apporte ce dialogue social à cette politique bourgeoise suscite de plus en plus d'opposition de fédérations et d'unions départementales dans la CGT. Mais à cette rentrée, les groupes de travail ont repris entre gouvernement, patronat et syndicat, notamment sur la mise en œuvre du pacte de responsabilité et sur la déréglementation du temps de travail. Cette caution n'est plus possible. Il faut faire prendre position dans tous les syndicats CGT, FO et FSU sur la nécessité de **boycotter tous les groupes de travail issus de la conférence sociale.**

La responsabilité des directions syndicales est de défendre les véritables revendications ouvrières dont :

- **A bas le pacte de responsabilité !**
- **A bas le projet de budget de pénurie de l'État et de la Sécurité sociale !**
- **NON à la réforme territoriale qui vise à supprimer des milliers de postes de fonctionnaires**
- **Interdiction des licenciements**
- **Non à la déréglementation du temps de travail et refus de la normalisation du travail le dimanche et de nuit**

Imposons à la majorité PS-FdG un programme de défense de la classe ouvrière

Mais quel gouvernement peut mettre en œuvre ces premières mesures ? Certainement pas le gouvernement bourgeois Hollande-Valls. Seul un gouvernement ouvrier pourrait défendre de telles mesures. Pour cela, il faudrait un parti ouvrier capable de rassembler la classe ouvrière sur un programme de défense, rompant avec la bourgeoisie, un parti révolutionnaire en fin de compte.

Ce parti n'existe pas pour le moment. Seule la majorité PS-Front de gauche à l'Assemblée témoigne encore de la volonté exprimée en 2012 sur le terrain électoral, de larges couches de travailleurs de rompre avec la politique bourgeoise de Sarkozy et de l'UMP. Mais le simple vote ne suffit pas, les travailleurs s'en rendent bien compte. Hollande a confisqué ce vote en menant une politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie française en crise. Seule la mobilisation des travailleurs permettra d'imposer à cette majorité de députés PS et du Front de gauche une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière, ce qui implique en premier lieu de combattre par tous les moyens le pacte de responsabilité.

Certains au Parti de gauche ou au sein du PS rêvent d'une VIème république. Si la majorité PS-Front de gauche faisait tout pour empêcher la mise en œuvre de pacte de responsabilité, ce serait déjà une avancée vers la remise en cause de la Vème République Bonapartiste. Si ce projet de 6^{ème} République consiste juste au replâtrage de la forme de domination de la bourgeoisie française c'est une perte de temps.

Certains, Valls le premier, agite le chiffon rouge du FN pour faire plier les « frondeurs ». En réalité, le FN ne peut accéder au pouvoir sur une base fascisante que si la classe ouvrière subit de lourdes défaites politiques et économiques et si la bourgeoisie est incapable de surmonter ses divisions. Nous sommes dans un entre deux : la classe ouvrière n'est pas encore lourdement défaite. La crise reste cependant une donnée bien réelle. La bourgeoisie française souffre encore plus que ses voisins du fait qu'elle n'a pas assez remis en question les acquis ouvriers. La réindustrialisation de la France comme le prônent Montebourg ou la direction de la CGT ne peut être qu'un enchaînement de la classe ouvrière aux capitalistes. Il n'y a pas d'autres solutions pour permettre à tous les chômeurs de retrouver un boulot, que d'exproprier les groupes capitalistes. Pour ce faire, les travailleurs ont besoin de construire un véritable parti révolutionnaire. C'est à ce combat que le groupe Révoltes entend participer.



4 décembre :

Élections professionnelles dans la Fonction publique

Le 4 décembre, plus de 5 millions de fonctionnaires vont voter pour désigner leurs représentants syndicaux aux instances de cogestion de la Fonction publique. Hormis les Commissions administratives paritaires (CAP) qui sont consultées sur des questions statutaires (avancement de grades, appel de notation ...), les autres instances, comme les Comités techniques et les CHSCT sont de purs organes de cogestion puisqu'ils associent les représentants syndicaux aux réorganisations de services et à la dégradation des conditions de travail.

- représentativité : depuis la loi sur la représentativité dans la Fonction publique de juillet 2010, faisant suite aux accords de Bercy signés par la CGT, la FSU et Sud, le résultat des votes pour les Comités techniques (CT) détermine la représentativité syndicale. Il faut un siège en CT pour qu'un syndicat soit habilité à négocier et il faut une représentativité de 50% pour qu'un accord soit validé. Il est rare qu'une seule organisation syndicale dispose de plus de moitié des voix étant donné la multiplicité des syndicats. Des accords entre syndicats semblent donc nécessaires.
- champ de négociation : prenant acte du développement de la négociation sur des thèmes aussi variés que le déroulement des carrières ou la formation professionnelle tout au long de la vie, la loi consacre le champ de la négociation dans le statut général. Désormais, le statut prévoit que tous les sujets concernant la vie professionnelle et sociale de l'agent sont ouverts à la négociation : conditions et organisation du travail - télétravail, déroulement des carrières et promotion professionnelle, formation professionnelle et continue, action sociale et protection sociale complémentaire, insertion professionnelle des personnes handicapées, égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Hormis les questions de rémunération et de pouvoir d'achat, négociées au seul niveau national, le statut général reconnaît la possibilité de négocier, sur les différents sujets, à tous les niveaux pertinents de l'administration. Les négociations peuvent ainsi être menées au niveau national (s'agissant des questions communes aux trois fonctions publiques ou propres à une fonction publique ou au sein d'une fonction publique, des questions propres à un ministère, à un corps ou un cadre d'emploi, à une catégorie de collectivités territoriales ou d'établissements publics) ou au niveau local (s'agissant des services centraux, des services déconcentrés, des collectivités territoriales, des établissements publics administratifs ou des établissements publics de santé).

Le champ de la négociation s'élargit donc ce qui renforce la cogestion. Mais seule la mobilisation des agents organisée par leurs syndicats permet d'empêcher des attaques statutaires, que ce soit au niveau national comme local ou bien pour conquérir de nouveaux droits. Les CT ne sont que des chambres d'enregistrement des décisions administratives. Les avis des instances restent consultatifs ne liant pas l'administration dans sa décision.

Cependant, ces élections sont importantes pour mesurer l'audience des syndicats auprès des agents.

Le groupe Révoltes appelle à voter sans condition aucune pour les syndicats issus du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU, SUD), non confessionnels et non corporatistes.



Primes de fonction et au mérite : vive la suppression de la PFR de Sarkozy, bonjour l'IFSE de Valls-Lebranchu !

Lettre du cadre 22/05/2014 :

Le décret du 22 mai 2014 du gouvernement Hollande-Valls-Lebranchu crée « une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE) qui a vocation à se substituer aux régimes indemnitaires ayant le même objet pour tous les fonctionnaires d'État ». Il se substitue à la Prime de fonctions et de résultat (PFR) instaurée par le gouvernement Sarkozy, prime individuelle au mérite que la ministre de la Fonction publique Marylise Lebranchu avait décriée à plusieurs reprises et avait présentée l'an dernier comme « le symbole de la performance individuelle et de la concurrence entre les **fonctionnaires**. » Le nouveau dispositif prend en compte l'expérience professionnelle, mais garde une part de mérite en prévoyant un « **complément indemnitaire annuel versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir** » Le décret précise que le nouveau régime indemnitaire sera applicable **pour certains agents à compter du 1er juillet 2015 et à tous au 1er janvier 2017**.

Pour Bernadette Groison (FSU), « c'est un bon signal mais ce n'est pas effectivement l'abandon total de la référence à la performance ». Brigitte Jumel (CFDT), souligne de son côté qu'il y a « un rééquilibrage », mais que d'une façon plus générale, il faudrait une **meilleure intégration des primes et indemnités dans la rémunération des agents** et davantage de transparence. Le gouvernement mise sur la négociation sur les parcours, carrières et rémunérations, qui devait débiter cette semaine mais a été retardée pour cause de grogne sur les salaires, pour remettre sur la table les quelque 1.700 régimes indemnitaires des fonctionnaires »

Les primes de fonction sont mortelles pour le statut puisqu'elles tendent à rapprocher le grade (dont est titulaire le fonctionnaire) et l'emploi. Ainsi, à Mulhouse, l'administration met en place des cotations de postes alors qu'à Lyon ce sont les niveaux de responsabilité qui déterminent une différence dans le régime indemnitaire.

La responsabilité des fédérations de fonctionnaires est d'exiger l'abrogation immédiate du décret du 22 mai 2014 mettant en place l'IFSE ! Elles doivent quitter immédiatement toute discussion-concertation avec le ministère de la Fonction publique qui ne mène qu'à la remise en cause du statut.





Le Front National est-il aujourd'hui une solution à la crise de la bourgeoisie française ?

Les succès électoraux du FN sont un bon indicateur de la crise économique et politique de la bourgeoisie française. Ils sont à la fois le résultat de l'échec de l'UMP et de Sarkozy à affronter la classe ouvrière pour faire baisser drastiquement le coût de la force de travail, mais aussi du refus des organisations ouvrières de centraliser le combat contre la politique anti ouvrière de la sociale démocratie au pouvoir depuis 2012.

Mais un pouvoir autoritaire, populiste, voire fascisant, ne peut triompher que sur la base d'une incapacité de la classe ouvrière à défendre ses acquis et ses organisations qui la fondent comme classe. Cette défaite serait le produit d'une attaque frontale de la bourgeoisie s'appuyant sur des milices paramilitaires pour terroriser les travailleurs et détruire leurs organisations. Mais cette voie politique n'est pas sans risque pour la bourgeoisie elle-même, qui est loin d'être homogène.

Sur le site du grouperevoltes.fr, on pourra lire un rappel sur les conditions qui ont amené le fascisme au pouvoir en Allemagne et ses rapports avec le capitalisme allemand, ainsi que les analyses de Trotsky sur cette question.

Dans l'article qui suit, on reviendra sur les origines et la nature du FN : peut-on le caractériser comme parti fasciste ? Quelles sont les grandes lignes de son programme et quelles sont les conditions politiques qui l'ont amené à conquérir des positions locales ?

Ces succès peuvent-ils lui permettre d'accéder au sommet du pouvoir dans le cadre des institutions de la V^e république ?

Sur le site <http://grouperevoltes.fr/>

❶ Comment les nazis ont-ils accédé au pouvoir en Allemagne en 1933 ?

❷ Quelles relations se sont établies entre les nazis et le patronat allemand ?

❸ Les origines du front National

Ce parti fondé en 1972 par Jean-Marie Le Pen est l'héritier de divers courants d'extrême droite, restés toujours minoritaires en France depuis la fin du XIX^es. Le Pen a participé – sans succès – à des événements politiques marquants d'après guerre :

+ la révolte des petits commerçants, artisans et paysans contre la « modernisation » de l'économie imposée par la grande industrie a débouché sur la création en 1953 d'une organisation dirigée par Pierre Poujade : elle a obtenu 56 députés en 1956 (dont Le Pen) mais n'a pas survécu à l'arrivée de De Gaulle au pouvoir et aux institutions de la V^e république chargées de défendre les intérêts majeurs de la bourgeoisie française.

+ Le Pen – engagé dans l’armée pendant la guerre d’Indochine – récidive en 1956 en rejoignant son bataillon étranger de parachutistes en Algérie dont on connaît les exactions contre les combattants algériens. Il est opposé au règlement de la guerre négocié par De Gaulle, sans pour autant adhérer à l’OAS. Cependant, on le retrouve directeur de campagne de Tixier Vignancourt qui se présente contre De Gaulle aux élections présidentielles de 1965, pour capter les voix des rapatriés d’Afrique du nord et de la petite bourgeoisie marginalisée. C’est un échec puisque Tixier Vignancourt n’obtient que 5% des voix.

L’extrême droite française est présente dans les combats de 1968 avec, notamment, le groupe Occident qui s’attaque aux étudiants en grève. Interdit par le régime gaulliste (comme l’OCI, la LCR, etc...), il renaît sous le nom d’Ordre Nouveau qui fonde le Front National en 1972 pour fédérer tous les courants d’extrême droite : nationalistes, monarchistes, pétainistes, catholiques intégristes opposés aux réformes de Vatican II, etc...Le nouveau parti fait appel à Jean-Marie Le Pen comme président. C’est à ce titre qu’il se présente aux élections présidentielles de 1974, (pas en 1981 faute d’avoir collecté suffisamment de signatures), 1988, 1995, 2002 (avec le succès que l’on sait !) et 2007, avant de passer la main – mais non la caisse – à sa fille cadette en 2011.

Les thèmes récurrents de ses campagnes sont à géométrie variable selon le contexte politique et économique, et l’influence de divers clubs de réflexion aux thèses d’ailleurs très opposées (sauf sur leur haine de la classe ouvrière et de ses organisations) : entre le GRECE (Groupement de Recherche pour la Civilisation Européenne) fondé en 1968 par Alain Benoist - païen, eugéniste, anti-américain, antilibéral et même anticapitaliste ! – et le Club de l’Horloge fondé par Jean Yves Le Galou et Yvan Blot en 1974 – ultra libéral, pro-américain et chrétien intégriste – Le Pen fait son marché selon l’air du temps. Ces discordances sur les meilleures façons d’exister politiquement ont d’ailleurs amené à de multiples scissions dont la plus célèbre est celle du Bruno Mégret en 1998/99.

Le FN a été jusque dans les années 2000 un clan familial plus qu’un parti : femmes, filles, gendres, compagnons, amis ont exercé ou exercent encore un rôle dans le parti à l’unique condition de ne pas critiquer le père et aujourd’hui de se soumettre à la volonté réputée intransigeante de la fille préférée du père. D’où les nombreuses exclusions au sein même du clan, et au-delà : ce fonctionnement clanique explique aussi pourquoi le père garde encore l’essentiel du trésor de guerre après avoir usé et éliminé plusieurs trésoriers.

C’est le père qui a imposé sa fille (à l’origine, avocate du FN, faute d’avoir pu constituer une clientèle pour avoir subi – dit-elle – l’ostracisme de ses confrères) comme vice-présidente du parti dès 2003 après l’échec au 2^o tour de la présidentielle de 2002. Et c’est la valse des exclusions : l’intégriste chrétien, Bernard Antony en 2003, le cadre historique et maire d’Orange, Jacques Bompard en 2005, les têtes pensantes Martin le Hideux et Carl Lang en 2008 ainsi que bon nombre de conseillers régionaux ainsi que le grand argentier Fernand le Rachinel, sans oublier l’ancien para Roger Holeindre – fidèle d’entre les fidèles du père – ami personnel de Bokassa, ancien de l’OAS, qui accuse la fille de ne pas respecter le vrai programme nationaliste et chrétien du FN. Bruno Gollnisch se maintient sur un strapontin depuis que le congrès de Tour (!) de 2011 a choisi Marine contre lui, en s’écroulant mollement. Depuis, elle contrôle totalement l’appareil du parti.

④ Le programme du Front National

Si l’on compare les programmes aux élections présidentielles de 2007 et de 2012, 20 questions sur 25 n’ont pas été modifiées. Les fondamentaux sont maintenus :

- renforcement de l’armée (hommes et armement) - défense de la mémoire coloniale de la France qui doit retrouver son influence dans le monde, contre son déclin et pour qu’elle soit un facteur de paix. Pour le FN, « la France n’aura d’avenir qu’en s’extirpant de la logique euro-atlantique » (sortie de l’OTAN). Conjointement, proposition faite à l’Allemagne de s’associer pour former une alliance trilatérale *Paris-Berlin-Moscou*, Marine Le Pen ne cachant pas tout le bien qu’elle pense de Poutine.

- Soutien à la formation d'un Etat palestinien, mais Israël doit être assuré d'une existence indiscutable et d'une sécurité garantie.
- Soutien fort par l'Etat français des investissements privés français en Afrique en échange d'une inversion des flux migratoires.
- Il s'agit bien de défendre les intérêts de l'impérialisme français.
- défense du caractère sacré de la vie (contre l'avortement pour lequel Marine Le Pen veut du moins supprimer le remboursement).
- contrôles aux frontières - suppression du regroupement familial et des aides sociales aux immigrés - suppression de la double nationalité et du droit du sol au profit du droit du sang. Mais les agriculteurs sympathisants du FN utilisent à leur plus grand profit la main-d'œuvre – de préférence sans papier – venue de Pologne ou du Maroc.
- préférence nationale, c'est-à-dire la division du prolétariat, en opposant travailleurs français et étrangers qui ont toujours combattu ensemble contre l'exploitation capitaliste.
- augmentation des places en prison et rétablissement de la peine de mort – présomption de légitime défense pour policiers et gendarmes – suppression de la d'Ecole nationale de la magistrature ...
- promesses fiscales faites aux médecins, agriculteurs, petits commerçants, PME ... non chiffrées
- rétablissement de l'autorité à l'école – autorisation des fouilles d'élèves – interdiction des portables – tenues strictes exigées...

Des différences apparaissent, notamment sur le rôle de l'Etat et l'économie : la crise industrielle et financière est passée par là. L'objectif de Marine Le Pen est d'arriver au pouvoir pour défendre les intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie menacés par la mondialisation, l'Europe, l'euro – alors que les discours suffisaient à son père pour exister.

D'où un programme démagogique et populiste à l'adresse de toutes les couches de la société, en dehors des immigrés, des sans papiers, des chômeurs profiteurs ...et des grands groupes capitalistes - dont elle n'envisage cependant pas l'expropriation ! - pour capter un maximum de voix.

Elle promet la justice fiscale (?) là où son père promettait un taux maximum d'imposition de 20% sur les revenus les plus élevés, la retraite à taux plein après 40 ans de versement pour tous, l'arrêt de la suppression des postes dans l'Education nationale et même la hausse des salaires des enseignants....Mais aussi, la nationalisation des « grands groupes stratégiques », l'enterrement du pacte de responsabilité, la sortie progressive (?) de l'euro, une dévaluation compétitive de 20 à 25 %, c'est-à-dire une baisse équivalente du coût du travail ! Conjuguée à une inflation aussi forte qu'inévitable, on voit que les salariés seraient les premières victimes de ces réformes !

On comprend pourquoi les tentatives pour créer des syndicats FN ont avorté, le parti se contentant pour l'instant - après avoir échoué à pratiquer l'entrisme dans les syndicats – d'un « Cercle national de défense des travailleurs syndiqués » qui a pour fonction d'intenter un procès contre toute exclusion de ses militants et élus des organisations syndicales existantes. Lesquelles passent plus de temps à engager un combat judiciaire et moral qu'à utiliser les armes de la lutte de classe.

Le FN n'existe que parce que les organisations ouvrières ne lui opposent pas un véritable programme ouvrier anticapitaliste.

Mais, là où il y a mobilisation de classe comme à Forbach, le FN échoue à conquérir un bastion ouvrier. Florian Philippot en a fait l'expérience en s'affrontant à chaque pas au combat des militants de diverses organisations qui l'ont finalement empêché de s'emparer de la mairie.

🗳️ Rappel des résultats des élections présidentielles

<i>En milliers</i>	inscrits	votants 1 ^o tour	exprimés	LE PEN en voix	LE PEN en %
1974	30 602	25 775	25 538	190	0,75
1988	38 128	31 025	30 436	4 376	14,38
1995	39 992	31 345	30 462	4 571	15
2002 <i>1^o tour</i>	41 194	29 495	28 498	4 804	16,86
2002 <i>2^o tour</i>	41 191	32 832	31 062	5 525	17,79
2007	44 472	37 254	36 719	3 844	10,44

Le succès politique de Le Pen en 1988 et en 1995 est le résultat de la politique des gouvernements de type front populaire au compte de la bourgeoisie française confrontée à la crise économique, contre les intérêts de la classe ouvrière. Les cohabitations Mitterrand/Chirac puis Balladur ont fermé toute perspective politique favorable à la classe ouvrière, alors qu'une mobilisation majeure s'est organisée en 1995 contre la réforme du régime des retraites.

Jospin – dont l'élection est le produit de cette mobilisation ouvrière - a payé en 2002 sa politique bourgeoise en permettant à Le Pen d'accéder au 2^o tour, avec une forte abstention ouvrière. Néanmoins, la bourgeoisie s'est regroupée derrière le candidat Chirac, avec le soutien des organisations ouvrières qui ont appelé à voter pour lui. Le Pen n'a pas fait de percée significative au 2^o tour.

En 2007, le candidat de la bourgeoisie, Nicolas Sarkozy, a rassemblé son camp en le chargeant de porter des coups significatifs aux acquis ouvriers. Mais le rapport de force entre les classes ne lui a pas permis de porter à terme les réformes nécessaires pour faire baisser le coût du travail et rendre compétitive l'économie française. La mobilisation ouvrière – notamment contre la nouvelle réforme des retraites – a permis de faire chuter Sarkozy et a porté au pouvoir le candidat du Parti socialiste.

2012 1^o tour	inscrits	votants	exprimés
<i>en milliers</i>	46 028	36 584	35 883
F HOLLANDE			10 272 voix
JL. MELENCHON			3 984 000
N. SARKOZY			9 753 000
F. BAYROU			3 275 000
M. LE PEN			6 421 000

Le Pen obtient donc 1/6^o des suffrages exprimés, PS et Front de Gauche obtenant nettement la majorité des suffrages, ce qu'ils n'ont d'ailleurs pas admis, tournant le dos à toute politique de Front unique !

Les élections municipales de 2014 sont un nouveau succès pour le FN qui remporte une quinzaine de villes et revendique 1 200 à 1 300 élus. Mais ses chefs essuient des revers de taille : Florian Philippot échoue à Forbach et Louis Aliot à Perpignan. Avignon, convoité, passe à gauche. Il s'agit néanmoins d'un ancrage local...qui ne garantit pas un tremplin pour l'avenir, tant la gestion municipale est pavée de chausse-trappe en tout genre : affaires financières, refus de se conformer aux injonctions de la direction du parti, voire aux lois de la république...(cf l'exemple de Hayange, ville lorraine de 16 000 H. conquise par Fabien Engelmann, ancien militant de LO, du NPA et de la CGT !).

Et puis, gérer une municipalité n'est pas gérer l'Etat.

⑥ Quelles conditions permettraient au FN d'apparaître comme un recours pour le capital ?

On le voit, à cette étape, on ne peut pas parler de menace fasciste en France, même si le logo – la flamme tricolore – est la copie de celui du Mouvement Social Italien, qui se revendique du fascisme. C'est certes un parti nationaliste et xénophobe qui pleure sur le sort des pauvres, des déclassés pour capter leurs voix mais ce n'est pas (encore) le bras armé du capital. « Quand le peuple ne trouve pas de solutions dans l'espoir révolutionnaire, il peut les chercher dans le désespoir contre-révolutionnaire » écrivait Trotsky dans *Où va la France* - octobre 1934.

Si Marine Le Pen rejette vigoureusement toutes références au passé fascisant du FN et se réfère à Jaurès pour mieux en masquer les origines, c'est pour se frayer un chemin vers le pouvoir central. Mais quelles sont aujourd'hui les conditions politiques qui pourraient lui permettre d'y parvenir, elle qui rêve d'occuper Matignon si Hollande dissout l'assemblée nationale et si les deux chambres réunies en congrès instaurent un scrutin proportionnel ? ! Ce qui fait beaucoup de conditions improbables, même si le régime de la V^e république est en crise !

L'UMP a implosé suite à la défaite de Sarkozy qui avait pourtant utilisé le transfuge FN Buisson pour tenter de capter une partie des voix de l'électorat lepéniste, mais qui n'a pu convaincre de son efficacité toutes les fractions de la bourgeoisie. Cette défaite est le produit de la mobilisation de l'électorat ouvrier et plus largement salarié, pour la défense de ses conditions d'existence contre la réforme des retraites, la précarisation des emplois, la suppression de dizaines de milliers de postes dans la fonction publique et dans les entreprises privées.

Le vote Hollande – s'il a été porté par un certain nombre d'illusions – n'en fut pas moins une réponse de classe aux attaques de la bourgeoisie. Détenteur de tous les pouvoirs locaux et nationaux – une première sous la V^e république dont les institutions ont été conçues pour établir un pouvoir bonapartiste au profit de la classe dominante – le Parti socialiste s'est mis au service des intérêts de la bourgeoisie française comme l'ont fait avant lui les dirigeants de la SFIO depuis 1914. Le gouvernement Hollande/Valls II, applaudi par le MEDEF, poursuit une politique anti-ouvrière qui ne peut le mener qu'à sa perte. Les élections municipales du printemps 2014, les sénatoriales de l'automne, préparent un retour des partis de la bourgeoisie au pouvoir localement puis nationalement si la droite n'aligne pas plusieurs candidats issus de l'UMP implosée. Auquel cas, Marine Le Pen est assurée de se retrouver au 2^e tour face à un candidat (unique ?) du parti socialiste si celui-ci ne s'est pas effondré d'ici 2017.

C'est la politique « social-libérale » du gouvernement Hollande/Valls qui favorise l'avancée du FN vers le pouvoir. En trahissant sa classe, le PS est condamné à disparaître de la scène politique s'il ne parvient pas à assurer aux entreprises des profits substantiels.

On ne pourrait que s'en féliciter si un parti ouvrier suffisamment fort ouvrait une autre perspective. Ce n'est pas le cas aujourd'hui : le Front de Gauche et ses composantes n'offrent aucune alternative anticapitaliste et tournent le dos au front unique.

Ce ne sont pas les invectives et les condamnations morales qui empêcheront Marine Le Pen ou ses acolytes de parvenir à leurs fins. Marine Le Pen n'arrivera au pouvoir que sur la base d'une défaite politique du PS et de l'UMP. Le FEN sera la roue de secours du capital si l'UMP s'effondre et si la classe ouvrière est vaincue.

Dans ce rapport incertain entre les classes, rien n'est joué car la classe ouvrière n'est pas défaite et ses capacités de mobilisation sont fortes : reste à savoir si les obstacles que constituent les directions capitulardes des organisations ouvrières pourront être submergées, ce qui pourrait favoriser l'émergence de nouvelles formes d'organisation révolutionnaires.

Hollande-Valls 2 : un gouvernement d'attaque contre les travailleurs en France comme à l'étranger. Il doit être clairement combattu sur tous les terrains. Front unique contre sa politique : A bas l'intervention française au Moyen-Orient et en Afrique A bas l'opération Barkhane !

En chassant Sarkozy et l'UMP du pouvoir en 2012, les travailleurs signifiaient clairement leur volonté d'en finir avec cette politique en faveur du capital. Parce qu'ils refusent de tourner le dos au capitalisme, Hollande et son gouvernement poursuivent une politique ordonnée sur la baisse de la valeur de la force de travail, et ce malgré et contre le vote de 2012 (ANI, allongement de la durée de cotisations pour une retraite à taux plein, pacte de responsabilité visant à faire de nouveaux milliards d'euros de cadeaux au patronat ...) !

La défaite cinglante des municipales, sur la base d'une abstention d'origine ouvrière massive, est l'expression du rejet profond de cette politique.

Dans le même temps, le gouvernement honni sur sa politique intérieure tente de mettre en place une Union Sacrée en ralliant à lui, sur une question de politique extérieure, l'ensemble des partis bourgeois et des partis d'origine ouvrière. L'UMP n'a pas tardé à rejoindre Hollande sur la nécessité d'une intervention militaire française au Moyen-Orient aux côtés de l'impérialisme US, qui se voit contraint de composer avec les autres puissances rivales.

L'impérialisme américain fragilisé, les rivalités s'accroissent

L'impérialisme américain dominant n'est plus hégémonique. L'intervention qu'il met en place au Moyen-Orient, sous couvert de faire face à la barbarie de l'État Islamique, se fait de concert avec les autres impérialismes, dont la France. Depuis la crise économique de 2008, l'impérialisme américain a moins que jamais la capacité d'intervenir seul. Le déficit budgétaire américain atteint des records et les milliards de dollars injectés pendant des décennies dans l'économie d'armement ne sont plus disponibles. L'impérialisme américain est donc contraint de demander l'engagement des États arabes inféodés de la région, au 1^{er} rang desquels l'Arabie Saoudite, alors que le bourbier irakien de la seconde guerre du Golfe est encore dans les mémoires. Dès lors la montée des ambitions de la Chine et de la Russie en Afrique et au Moyen Orient, accentuant les rivalités dans la région, ne peut être contrée directement par les seuls moyens militaires, ni par des moyens économiques compte-tenu de l'affaiblissement de l'industrie américaine.

Les masses subissent de plein fouet le reflux du printemps arabe

Le printemps arabe de 2011 a bouleversé l'équilibre de la région, mais faute de débouché politique, les masses sont aujourd'hui en difficulté. En Égypte, les mouvements sociaux se multiplient pour un salaire minimum et le contrôle des entreprises. Mais l'armée, mise en place avec le soutien de l'impérialisme, a su reprendre le contrôle contre les frères musulmans, mais surtout contre les masses qui subissent comme au Sinaï une répression féroce au nom de la lutte contre le terrorisme, plus violente encore que lors de l'occupation israélienne ; des villages entiers ont été rasés.

En Tunisie, le pacte national entre les partis bourgeois et les organisations ouvrières, Front populaire et UGTT, a fait refluer les masses et permis l'adoption d'une nouvelle constitution bourgeoise.

Suite à l'intervention impérialiste sous impulsion de la France, la Libye (sans réel prolétariat) est désormais sans État, sans gouvernement centralisé, écartelée entre les tribus rivales. Les 3 régions qui la composent s'affrontent ouvertement pour le contrôle de la rente pétrolière.

En Syrie, Bachar Al Assad est toujours en place et en appelle désormais à l'intervention contre l'État Islamique aux côtés ... d'Israël. Dans ce contexte l'État sioniste a pris les devants cet été en lançant une intervention militaire dans la bande de Gaza. Mais là, Hollande et Valls n'ont pas considéré qu'une nouvelle barbarie se perpétrait. Ils ont volé au secours d'Israël, interdisant même certaines manifestations à Paris. Hollande, en bon gardien de l'impérialisme français soutient Netanyahou et lui donne carte blanche contre les masses palestiniennes en déclarant le 9 juillet dernier qu' « il appartenait au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger la population face aux menaces ».

De fait on assiste à l'explosion des frontières des États artificiels issus du partage de la région entre les différents impérialismes au cours du XX^{ème} siècle. Le groupe djihadiste « État Islamique » fait exploser les frontières syriennes et irakiennes en voulant y créer un « califat », un nouvel État sur une base religieuse qui ferait écho, de façon réactionnaire, à l'ancien empire Ottoman mais en opposant les groupes religieux entre eux (sunnites contre chiites) comme le fait l'impérialisme.

Les États irakien, syrien, mais aussi libyen sont déstructurés, en complète désagrégation. La 2^{ème} guerre du Golfe a anéanti l'Irak et le gouvernement irakien mis en place par les USA en 2006 sur une base religieuse est honni par les masses, incapable d'assurer le minimum vital et un minimum de représentation démocratique des différentes composantes du peuple irakien.

En Syrie comme au Liban, l'impérialisme français, en perte de vitesse sur la scène internationale, est en grande difficulté pour préserver son pré-carré qui est en train d'exploser.

Combattre l'impérialisme français : contre toute intervention militaire française !

Malgré ses difficultés, l'impérialisme français ne renonce pas. Après l'intervention en Centrafrique, il se redéploie en Afrique : l'opération Barkhane a pris cet été le relais de l'opération Serval au Mali. L'armée française remonte plein nord en Afrique et étend son périmètre d'intervention du Mali au Centrafrique jusqu'au Tchad.

La situation de chaos, qui produit une situation épouvantable pour les masses, est avant tout le produit de plusieurs décennies de politiques impérialistes. Les dictateurs arabes, les groupes djihadistes, la constitution même des États de la région au 1^{er} rang desquels Israël, sont tous issus de la volonté de l'impérialisme de contrôler politiquement la région pour en piller les ressources.

Soutenir les peuples opprimés, combattre pour l'autodétermination des masses arabes, contre toute ingérence impérialiste, ne peut se faire, de France, qu'en combattant l'ennemi qui est dans notre propre pays. Les directions des organisations d'origine ouvrière, partis et syndicats, doivent cesser tout soutien au gouvernement Hollande/Valls. Le dialogue social érigé en méthode de gouvernement doit être rompu immédiatement.

Ce gouvernement Valls 2 prévoit de nouvelles attaques frontales contre la classe ouvrière française (LOSS, budget 2015, pacte de responsabilité, CICE). Il est largement rejeté par les masses.

Il ne pourra mener son offensive qu'appuyé sur le soutien infaillible des bureaucraties syndicales. Les directions syndicales n'ont pas à soutenir ce gouvernement de guerre contre les travailleurs :

A bas le Pacte de responsabilité, le CICE ! A bas le projet de budget 2015 !

A bas l'intervention impérialiste française ! Front unique contre l'intervention impérialiste au Moyen-Orient ! A bas l'opération Barkhane et toute opération et ingérence française en Afrique, au Proche et Moyen Orient.

La majorité de députés PS et Front de Gauche qui siège à l'Assemblée Nationale doit rompre avec ce gouvernement et imposer le retrait des troupes françaises d'Afrique et du Moyen Orient.

Seul ce combat est en mesure d'affaiblir les politiques impérialistes. Sur cette base les peuples arabes pourront reprendre le combat pour leur émancipation et s'engager dans la voix qui les mènera à la création des États Socialistes du Proche et Moyen Orient.



Situation internationale :

les rivalités inter-impérialistes exacerbées au Proche et Moyen-Orient

La situation internationale à cette rentrée est principalement caractérisée par les rivalités entre les différents impérialismes qui s'expriment au Proche et Moyen Orient. Afin de comprendre ce qui se joue aujourd'hui dans cette région il convient de revenir un peu en arrière.

Lénine dans son ouvrage « Impérialisme stade suprême du capitalisme » expliquait en 1916 que le capitalisme après une phase ascendante, progressiste, atteignait un nouvel et ultime stade de développement, l'impérialisme. La planète entière était désormais sous domination capitaliste et les Etats devaient se livrer une bataille ouverte pour la conquête et la préservation de leur zone d'influence, leur marché et l'approvisionnement en main d'œuvre et matières premières. Il caractérisait ce stade comme l'ère des guerres et des révolutions. Force est de constater que, de ce point de vue, la situation n'a pas changé.

Le partage du monde entre puissances impérialistes

De fait, les États impérialistes se livraient dans le cadre de la 1ère guerre mondiale, à un nouveau partage du monde.

À l'issue du conflit, l'empire Ottoman explosait et les impérialismes français et anglais tentaient de se partager cette zone : la Société Des Nations (SDN) accorda à la France mandat sur la Syrie et le Liban. La Mésopotamie (Irak et Palestine) fut mise sous influence anglaise. Des accords secrets - tel celui de Sykes - Picot - prévoyaient ce découpage. La création de nouveaux États artificiels date de cette époque comme celle de l'Arabie Saoudite, du Yémen ..., dans la péninsule arabique.

La résistance à la main mise impérialiste dans la région vint du mouvement national turc et des masses arabes surexploitées. Pour plus de détail sur cette question, les lecteurs pourront utilement se référer à l'article publié dans Révoltes sur la Turquie.

Cette résistance s'organise derrière des mouvements nationalistes, pan arabiques, petits bourgeois mais aussi avec un caractère de plus en plus révolutionnaire. L'URSS représentait alors un phare pour les prolétariats à l'échelle mondiale et les masses arabes n'échappaient pas à cet attrait.

Depuis le milieu et surtout la fin du 19ème s., la Grande Bretagne a soutenu les mouvements sionistes, comme fer de lance de sa politique impérialiste au Moyen Orient afin de sécuriser la route des Indes. Puis, après la seconde guerre mondiale, sous la poussée de l'impérialisme US et avec l'aval de la bureaucratie stalinienne, l'Etat d'Israël est créé en 1948 comme gendarme de l'impérialisme dans la région pour faire barrage à la montée révolutionnaire des masses arabes.

L'ordre impérialiste américain et la création de l'État d'Israël

Après la 2ème guerre mondiale, l'impérialisme US assoit sa position d'impérialisme dominant notamment en exploitant les positions conquises pendant la guerre. Tenter "d'unifier" les forces productives dans le monde en réorganisant la division du travail selon ses besoins,

Mais la politique et l'existence même de l'État sioniste comme gendarme impérialiste est également, dès sa création, une source d'instabilité peu propice à la sécurisation des intérêts impérialistes (approvisionnement en matières premières). Les États arabes soumis à l'impérialisme (Arabie Saoudite, Liban, Syrie, Irak ...) sont l'objet de critiques internes très fortes quant à leur soutien à l'impérialisme et donc à l'état sioniste et l'impérialisme est sans cesse obligé de mesurer ses interventions.

La révolution iranienne à la fin des années 70, matée par Khomeiny avec le soutien des impérialismes US et français est un avertissement sérieux pour l'impérialisme US qui met en place un dispositif multiple avec la complicité de la bureaucratie stalinienne : la mise en place de Saddam Hussein en Irak à la fin de années 60 sera utilisée. Armé, il déclenchera la guerre contre l'Iran en 1980 (8 ans de conflit, des millions de morts ...).

Par ailleurs, l'impérialisme armait dès 1979 des fondamentalistes sunnites tels Oussama Ben Laden pour jouer un rôle en Afghanistan contre les troupes du Kremlin. Ben Laden formera en 1987 Al Quaida d'où émergera plus tard en 2006 l'État Islamique. En 1989, les troupes du Kremlin se retirent d'Afghanistan et les USA, comme l'Arabie Saoudite son vassal, n'y trouvant plus d'intérêts immédiats, cessent alors de financer Ben Laden.

D'autre part, les Palestiniens chassés de leur terre sont poussés à l'exil et se réfugient au Liban, en Jordanie et en Egypte. Les camps de réfugiés au Liban sont des camps d'entraînements militaires et la base depuis laquelle les combattants pro-palestiniens, sous drapeau de l'OLP principalement, lancent des attaques sur Israël. En 1982 Israël envahit le Liban déjà en proie à une guerre civile entre pro-palestiniens et milices chrétiennes. La Jordanie, en bon vassal de l'impérialisme, fait la chasse aux fedayns. La direction politique de l'OLP est évacuée sur Tunis par l'armée française.

1987, c'est la 1ère intifada : les masses palestiniennes humiliées, privées de tout (eau, électricité, travail...) se sentent à juste titre lâchées, trahies par l'OLP. A Gaza puis dans toute la Cisjordanie les femmes en tête d'une population aux abois se soulèvent contre l'armée d'occupation israélienne. C'est la guerre des pierres. Le Hamas émerge à ce moment, sur les cendres de l'OLP qui vient en 88/89 au nom de la création d'un hypothétique État palestinien de reconnaître l'État d'Israël et renoncer à la lutte armée.

La chute de l'URSS et une nouvelle perspective pour les combats de classe

La chute du mur de Berlin en 1989, la disparition de la RDA et la réunification de l'Allemagne sous la houlette de la RFA, vont conduire en 1991 au renversement de Gorbatchev et de la bureaucratie du Kremlin. Dès lors, l'URSS éclate et la restauration du capitalisme peut se faire sur tout l'Est de l'Europe.

Ces événements vont bouleverser les rapports mondiaux. Nous écrivions dans « Une Nouvelle Perspective » : « Dès lors l'impérialisme US a pris l'initiative ».

Saddam Hussein, Ben Laden, sont de purs produits de l'impérialisme. Incontrôlables, ces éléments devenaient à leur tour des facteurs d'instabilités et représentaient donc un danger pour l'ordre impérialiste dans la région. Les velléités d'annexion du Koweït par un Irak exsangue ont été l'occasion en 1991 pour l'impérialisme US d'intervenir militairement, sous mandat de l'ONU, afin de réaffirmer aux yeux du monde qu'il entendait rester le maître. La guerre fut d'une grande violence et rapide. L'Irak enfoncé subira désormais un embargo international insupportable.

La restauration capitaliste a nécessairement entraîné des modifications importantes dans les rapports inter-impérialistes.

En Europe, l'unification de l'Allemagne lui a permis d'affirmer sa position prépondérante parmi les puissances capitalistes européennes, à l'intérieur de l'UE.

En 1997, nous écrivions dans « Une Nouvelle Perspective » : "avec la dislocation de l'URSS, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, la marche à la restauration capitaliste "l'impérialisme américain est devenu la seule puissance mondiale", l'URSS faisait dans une certaine mesure contrepoids dans le monde à l'impérialisme US. De plus, l'antagonisme des puissances impérialistes et de l'URSS contraignait l'impérialisme US à "ménager" les autres puissances impérialistes. Il a même été dans la nécessité d'impulser la reconstruction des autres puissances

impérialistes après 1945. Sa politique d'économie permanente d'armement a profité et renforcé les autres puissances impérialistes, surtout le Japon et l'Allemagne. Aujourd'hui l'impérialisme américain n'a plus cette contrainte. Il peut faire valoir pleinement ses intérêts au détriment des autres puissances impérialistes."

Qu'en est-il aujourd'hui ?

De nouvelles puissances impérialistes

La bulle d'oxygène qu'a représentée l'ouverture des nouveaux marchés chinois, russe et est-européen avec la restauration du capitalisme dans ces régions, est aujourd'hui en grande partie consommée. L'air manque à nouveau. La crise économique qui s'est développée à partir de 2008 en est aussi l'expression.

La Russie et la Chine doivent être considérées comme des puissances de type impérialiste. Ce sont des États où l'économie est capitaliste, le marché intérieur est limité et encore en développement (à développer) mais qui ont l'obligation de trouver un marché extérieur et de sécuriser leur approvisionnement en matières premières. Ils doivent rivaliser avec les autres grandes puissances de la planète et dès lors les autres États doivent également défendre leur pré-carré face à eux. Cette guerre économique peut se retrouver, par l'intermédiaire de nations plus ou moins inféodées, sur le terrain militaire direct. L'Ukraine en est un exemple, où la rivalité qui s'exprime est clairement celle de la Russie face à l'Allemagne par UE interposée.

En Afrique, l'affrontement inter-impérialiste oppose désormais aussi la Chine et la Russie aux impérialismes français, britannique et US.

Pour le Proche et Moyen Orient c'est la même situation : la donne a changé. L'impérialisme US se voit contraint de composer.

Cet impérialisme dominant n'est pas hégémonique ; l'intervention qu'il met en place au Moyen Orient, pour faire face à ce qui pour lui, faute de le servir, est désormais devenu la barbarie de l'État Islamique, se fait de concert avec les autres impérialismes, dont la France. L'impérialisme US n'a pas les moyens d'agir seul et demande l'engagement des États arabes inféodés de la région au 1er rang desquels l'Arabie Saoudite. Le borbier irakien de la seconde guerre du Golfe est encore dans les mémoires. De même après avoir un temps tenté de prendre pied en Afrique en lieu et place de l'Impérialisme français, il a été contraint de lever le pied. La crise économique de 2008 lui a ôté, pour un temps, cette capacité d'intervention. Les milliards de dollars injectés pendant des décennies dans l'économie d'armement doivent désormais être économisés. Le déficit budgétaire américain atteint des records et le colosse n'a jamais eu autant les pieds d'argile. Dès lors l'arrivée en Afrique et au Moyen Orient de la Chine et de la Russie ne peut être contrée directement par les armes.

Le printemps « arabe » de 2011

Le printemps arabe de 2011 a bouleversé l'équilibre de la région, mais faute de débouché politique, les masses sont aujourd'hui en difficulté. En Tunisie, le pacte national entre les partis bourgeois et les organisations ouvrières, Front populaire et UGTT, a fait refluer les masses et permis l'adoption d'une nouvelle constitution bourgeoise.

En Égypte l'armée, mise en place avec le soutien de l'impérialisme, a su reprendre le contrôle contre les frères musulmans certes, mais surtout contre les masses qui subissent, comme au Sinaï, une répression féroce au nom de la lutte contre le terrorisme. Des villages entiers sont rasés, viols et meurtres dépassent en nombre ceux commis pendant l'occupation israélienne. Pour autant les revendications sociales sont posées par la classe ouvrière égyptienne notamment la question du salaire minimum et du contrôle des entreprises.

Suite à l'intervention impérialiste sous l'impulsion de la France, la Libye (sans réel prolétariat) est désormais sans État, sans gouvernement réel, écartelée entre les tribus rivales. Les 3 régions qui la composent s'affrontent ouvertement pour le contrôle de la rente pétrolière.



Le rôle de l'impérialisme dans la région

En Syrie, Bachar Al Assad est toujours en place et en appelle désormais à l'intervention contre l'État Islamique. Idem pour l'Irak et l'Iran. Idem bien sûr pour Israël.

De fait on assiste à l'explosion des frontières des États artificiels issus du partage de la région entre les différents impérialismes. De fait l'organisation dénommée État Islamiste fait exploser les frontières syriennes et irakiennes.

Ces États sont aujourd'hui totalement déstructurés, déliquescents, en complète désagrégation. La 2ème guerre du Golfe a anéanti l'Irak et le gouvernement irakien mis en place par les USA est honni par les masses, incapable de leur assurer le minimum vital ni même un semblant de démocratie. Les ex-cadres de l'armée irakienne liés au parti Baas de Saddam Hussein et intrinsèquement hostiles à l'impérialisme US, ont trouvé dans l'organisation État Islamique d'Irak (EII) la possibilité de poursuivre leur combat. Cette organisation (EII) créée en 2006 à partir d'une alliance de groupes armés djihadistes irakiens dont fait partie Al Qaida, s'est développé sur une base idéologique différente de sa « maison mère » : pour Al Qaida l'ennemi est l'impérialisme, en priorité US ainsi que l'État d'Israël, alors que pour les dirigeants d'EII, il convient de mener le djihad localement pour la restauration du « califat des Abbassides ». A partir de 2013, EII intervient directement dans la guerre civile syrienne et suite à des victoires militaires qui lui permettent de conquérir un territoire à cheval entre l'Irak et la Syrie, il se proclame État Islamique en Irak et au Levant (EIIL). Selon le ministre français de la Défense Jean Yves Le Drian, EIIL disposerait de 3 000 Humvee, 50 chars lourds, 150 blindés légers et 60 000 armes individuelles. Une analyse du New York Times indique que la Chine, la Russie, l'ex-Union soviétique, les États-Unis et la Serbie auraient fourni plus de 80 % des armes. Il contrôle également des puits de pétrole lui rapportant 2 milliards de dollars.

Le Djihad n'est pas un combat de classe et ne peut représenter aucun espoir pour le prolétariat ni pour la bourgeoisie d'ailleurs. Il ne représente aucune catégorie sociale pouvant prétendre au pouvoir mais est le seul mouvement existant capable de capter la révolte d'une jeunesse désorientée politiquement, qui cherche à s'opposer et s'affronter aux pouvoirs actuels. Ces mouvements réactionnaires s'opposent en fait à toute émancipation, des femmes en premier lieu, mais de tout le monde en réalité. Ils ont une peur panique de la jeunesse et du prolétariat qui pourrait faire valoir ses droits et sont prêts à les combattre, à les anéantir, pour conserver la seule chose importante à leurs yeux : leur impunité à massacrer, piller, exploiter et violer. Les organisations ouvrières doivent donc sans détour les caractériser ainsi et organiser la jeunesse et le prolétariat pour leur auto-défense contre ces organisations fondamentalement bourgeoises.

L'impérialisme français tente de sauver les meubles

L'impérialisme français est en perte de vitesse sur la scène internationale. Impérialisme de 3ème zone, il semble incapable de préserver son pré-carré qui est en train d'exploser en vol en Syrie comme au Liban.

Mais l'impérialisme français ne renonce pas pour autant. Après l'intervention en Centrafrique, il se redéploie sur le continent : l'opération Barkhane a pris cet été le relais de l'opération Serval au Mali. L'armée française remonte plein nord en Afrique et étend son périmètre d'intervention du Mali au Centrafrique jusqu'au Tchad et s'approche du Soudan. Derrière, c'est l'Égypte, Israël et les portes du Moyen Orient.

Dans ce contexte Israël a aussi pris les devants cet été avec l'intervention dans la bande de Gaza. Mais là, les mêmes Hollande, Valls, ont volé au secours d'Israël, interdisant même certaines manifestations, soutenant l'État sioniste et lui reconnaissant le droit de défendre sa sécurité par tous les moyens à sa disposition !

Hollande, Le Drian et Fabius annoncent l'intervention de la France contre EI dans la coalition militaire sous égide de l'ONU (caverne de brigands).

La situation de chaos est avant tout le produit de la politique impérialiste mais se sont les masses qui en subissent les plus lourdes conséquences.



A bas les interventions de l'impérialisme français !

Les militants ouvriers doivent dans le cadre des traditions de l'internationalisme prolétarien intervenir dans leurs organisations syndicales sur la ligne : **front unique contre l'intervention impérialiste au Moyen Orient ! A bas l'opération Barkhane et toute opération et ingérence française en Afrique, au Proche et Moyen Orient.**

Ce gouvernement Valls 2 prévoit de nouvelles attaques frontales contre la classe ouvrière française (LOSS, budget 2015, pacte de responsabilité, CICE). Il est honni par les masses. Hollande atteint des sommets d'opinion défavorables.

Il ne peut conduire son offensive qu'appuyer sur le soutien infaillible des bureaucraties syndicales. Dans les syndicats, les militants doivent dire et organiser les travailleurs sous l'angle : Nous n'avons pas à soutenir ce gouvernement de guerre contre les travailleurs : A bas le Pacte de responsabilité, le CICE !

A bas le projet de budget 2015 ! A bas l'intervention impérialiste française !

Combattre en soutien des peuples arabes opprimés, de ceux d'Afrique, c'est engager le combat contre notre propre impérialisme. L'ennemi est dans notre pays !

Nous devons nous organiser dans les syndicats pour engager le combat contre le gouvernement et sa politique anti-ouvrière et imposer aux directions syndicales qu'elles cessent tout soutien et rompent sans délai le dialogue social.

Plus largement, les directions syndicales ont la responsabilité d'organiser la mobilisation en direction de l'Assemblée Nationale afin que la majorité de députés PS et Front de Gauche qui y siège rompe avec le gouvernement et impose le retrait des troupes françaises d'Afrique et du Moyen Orient.

Seul ce combat est en mesure d'affaiblir les politiques impérialistes. Sur cette base les peuples arabes pourront reprendre le combat pour leur émancipation et s'engager dans la voix qui les mènera à la création des États Socialistes du Proche et Moyen Orient.



Belgique : mobilisation historique contre la politique d'austérité du gouvernement bourgeois

Entre 120 000 et 130 000 personnes ont manifesté jeudi 6 novembre 2014 à Bruxelles. Cette mobilisation sociale historique par son ampleur (jamais vu depuis plus de trente ans en Belgique) visait à s'opposer à la politique d'austérité du nouveau gouvernement bourgeois qui compte mettre en place 11 milliards d'euro d'économie sur le dos des travailleurs et allonger l'âge du départ à la retraite en le passant de 65 à 67 ans. Ils dénoncent la décision de procéder à un «saut d'index» en 2015, qui aura pour conséquence que les salaires et les allocations sociales ne suivront pas l'augmentation du coût de la vie, comme c'est le principe en Belgique : il s'agit en effet d'un des derniers pays au monde où subsiste l'indexation automatique des salaires sur l'inflation, au grand désespoir de la bourgeoisie belge qui entend enfin en finir avec cet acquis fondamental des travailleurs.

Ces mesures prennent place alors qu'un nouveau gouvernement bourgeois, issu des élections fédérales d'avril 2014, a été mis en place en septembre dernier. Deux ans auparavant, un gouvernement de coalition entre partis socialistes et partis chrétiens-démocrates et libéraux avaient été mis en place, sous la direction du socialiste francophone Elio di Rupo, suite à une très longue crise politique (541 jours sans gouvernement fédéral !). Ce gouvernement n'avait eu de cesse de rogner les acquis ouvriers (dans le cadre du pudiquement nommé « assainissement budgétaire »), mais à un rythme jugé bien insuffisant pour la bourgeoisie : ces offensives n'avaient pas empêché la dégradation de la notation de la dette belge, plombée en premier lieu, ces dernières années, par le coût colossal du sauvetage des banques en Belgique (plusieurs dizaines de milliards d'euros).

Il en a résulté aux dernières élections un recul du Parti Socialiste francophone (et de son satellite « Ecolo »), qui reste cependant le premier parti de Wallonie et de Bruxelles, ainsi qu'une progression des partis bourgeois. Le nouveau gouvernement bourgeois, sous la direction du libéral francophone Charles Michel – « Charly le téméraire » pour la presse belge - exclut pour la première fois le Parti Socialiste du gouvernement depuis les années 80. Il entend ainsi mener une série d'offensives déterminantes contre les acquis de base des travailleurs : le report de l'âge à la retraite à 67 ans, la fin de l'indexation automatique des salaires ; de nouvelles baisses de charges et d'impôts pour la bourgeoisie et des coupes dans les prestations sociales pour les travailleurs. Des grèves tournantes sont prévues dans les provinces dans les prochaines semaines, avant une grève générale le 15 décembre dans l'ensemble du pays.



A suivre ...



On nous communique

Cette rubrique du bulletin permet la diffusion des interventions et actions des militants organisés autour du Groupe Révoltes.

N'hésitez pas à nous faire parvenir vos initiatives, dans la mesure du possible, nous les publierons dans ces colonnes !

Contact : <http://groupeevoltes.fr>
Mail : contact@groupeevoltes.fr



Intervention lors de l'assemblée générale des syndiqués de la section CGT des Finances Publiques du Rhône

Les combats que nous avons à juste titre impulsés dans le département (Climatisation, interpellation du directeur général Bézard, les problèmes des accueils au public à Bron, à la CAE ou plus récemment sur le site de Caluire) sont essentiels mais limités : Ce qui est pris un jour est repris le lendemain ou ailleurs par notre administration. Ils montrent par contre une disponibilité des collègues à engager le combat lorsqu'une victoire est en vue mais ce sont et ne seront que des guerres d'escarmouches si nous ne nous ouvrons pas une perspective beaucoup plus large.

Le gouvernement met en œuvre une politique anti-ouvrière. Les prochaines attaques contre lesquelles nous devons nous disposer sont notamment celles contre le code du travail (banalisation du travail du dimanche, facilitations des mesures de licenciement, et sous couvert de remise en cause des « 35 heures », liquidation de toute définition légale du temps de travail par le biais de la « négociation d'entreprise »).

C'est le projet de budget 2015 et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale qui concentrent l'ensemble des attaques : pour financer les 50 milliards versés au patronat dans le cadre du pacte de responsabilité les projets de budgets proposent 21 milliards d'économie. Cela signifie : blocage des salaires des fonctionnaires, des pensions, diminution massive des postes, mise en œuvre de la réforme des collectivités territoriales (fusion de services et suppressions de postes sont à l'ordre du jour, nous savons d'expérience ce que cela signifie). Pour ce qui est de la Sécurité sociale, déremboursement des médicaments, étranglement de l'Hôpital Public, mis à mal du statut de ses personnels, attaques contre les allocations familiales...

Pour ce qui concerne la Fonction Publique le statut est le cœur de cible avec en particulier l'ouverture de négociations visant la remise en cause de la promotion à l'ancienneté au profit de la promotion « au mérite », soit individualisation et arbitraire. Mais comme l'annonçait le rapport Pêcheur dont nous avons déjà discuté ce sont aussi la réduction des corps de la Fonction publique, la promotion de la négociation locale substituée à la gestion nationale dans le cadre des statuts nationaux, la mobilité généralisée inter et intra fonctions publiques, etc.

Pourtant le gouvernement est faible, honni par les travailleurs (sondages ...) et c'est pourquoi il compte sur les directions syndicales. Au moment du vote de confiance au gouvernement, Valls a répondu lors de son intervention à l'Assemblée Nationale à ceux qui s'impatientent que le dialogue social est « notre méthode de gouvernement, faire passer les réformes nécessaires au redressement de la France implique ce temps de discussion indispensable avec les partenaires sociaux.

Mais quel bilan devons nous tirer de ce dialogue social ? En 2012, ce fut l'ANI qui permet au patronat d'augmenter le temps de travail sans augmentation salariale ; en 2013, la conférence sociale a abouti à l'allongement du départ à la retraite.

Après des mois de discussions en interne, en juillet 2014 la direction de la CGT a été contrainte au constat. Thierry Lepaon a déclaré : « Le gouvernement ne peut pas décider du calendrier, des objectifs, des thématiques... et demander aux organisations syndicales d'assurer la mise en œuvre... ». Sur cette base la CGT, imitée par FO et la FSU, n'a pas participé à la 2ème journée de la conférence sociale.

Mais à cette rentrée, alors que le gouvernement se fragilise encore, Thierry Lepaon a réaffirmé à l'assemblée de rentrée de la CGT, parlant des concertations programmées suite à la Conférence sociale de mise en œuvre du pacte de responsabilité : « Nous y serons ». De fait, le 22 septembre, a commencé la « négociation » Fonction publique et toutes les fédérations de fonctionnaires dont l'UGFF CGT, ont accepté d'y participer.

Or nous avons besoin d'une organisation forte, qui impulse la résistance, un combat clair et net face aux attaques du gouvernement, contre ce gouvernement.

Une issue existe pour les travailleurs : que les députés PS-Front de gauche, majoritaires à l'Assemblée Nationale, rejettent Valls et la politique de son gouvernement, refusent de voter le budget.

Et comme ils ne le feront pas d'eux même, la responsabilité des directions syndicales, celle de la CGT en particulier, est de quitter les tables de concertation avec le medef et le gouvernement (négociation Fonction Publique) et d'organiser une grande manifestation de tous les travailleurs, de la jeunesse à l'Assemblée nationale au moment de la discussion budgétaire sur le mot d'ordre : à bas le budget 2015 ! Députés PS, Front de Gauche, ne votez pas le budget ni la loi de financement de la Sécurité sociale !

Motion soumise au vote de l'AG :

L'Assemblée Générale de la CGT finances Publiques du Rhône réunie le 7 octobre 2014 s'adresse à toutes les instances du syndicat, de notre syndicat national à la confédération :

Face aux attaques contre la sécurité sociale, le code du travail, notre statut, nos rémunérations, nos postes et nos conditions de travail programmées par le gouvernement, toutes les instances de la CGT doivent cesser immédiatement toute participation aux tables de concertation avec le Medef et le gouvernement et organiser une grande manifestation de tous les travailleurs à l'Assemblée Nationale au moment de la discussion budgétaire sur le mot d'ordre : Députés PS, Front de Gauche, ne votez pas le budget ni la loi de financement de la Sécurité Sociale : A bas le budget 2015 !

Votes :

Pour : 12

Abstention : 12

Contre : 31



SECTION MULTIPROFESSIONNELLE C.G.T. de CHAUFFAILLES ET SON CANTON

Communiqué à la presse

La section multiprofessionnelle de Chauffailles et son canton a tenu son assemblée d'automne pour faire le point de la situation et sur son activité.

Les syndiqués ont échangé leur expérience et leur point de vue sur la dégradation de l'emploi et des conditions de travail. Ils dénoncent unanimement les cadeaux faits aux entrepreneurs et aux professions libérales par le gouvernement alors que les salaires sont bloqués et les emplois supprimés par milliers. Le Code du travail qui protège encore les salariés, est attaqué sous prétexte de contraintes et de frein à l'embauche. Et pourtant, la précarité de l'emploi n'a jamais été aussi grande. Deux exemples : 5% seulement des embauches se font en CDI aujourd'hui et 70% des CDD (hors intérim) sont de moins d'un mois ! Les coupes budgétaires touchent de plein fouet la Sécurité sociale et son principe d'universalité mais aussi tous les services publics : moins de postes de fonctionnaires et assimilés, c'est moins d'inspecteurs du travail, de contrôleurs URSSAF et de contrôles fiscaux, moins de juges, de personnel médical, d'enseignants, moins d'emplois statutaires, au profit d'emplois précaires et partiels comme ceux des PIMM'S qui remplacent à moindre coût les employés de la Poste, d'EDF et autres services publics ... Qui profite de l'affaiblissement de ces services ? Pas les salariés en tout cas qui n'ont pas les moyens de frauder ni de se payer des soins de plus en plus coûteux.

Les médias et le gouvernement tentent toujours de diviser les travailleurs : les bas salaires contre les cadres, les fonctionnaires contre les salariés du privé, les travailleurs français contre les étrangers, etc... C'est facile et ça a toujours marché. L'air du temps est au mépris affiché des travailleurs : pour les uns, ils sont édentés, pour d'autres, ils sont illettrés et pour Net Express, ils sont sales (voir l'article du JSL du 16/10/2014) ! Cette entreprise locale – maintes fois condamnée par le Conseil des Prud'hommes - utilise les services de Pôle Emploi pour « offrir » des « jobs express », des missions ponctuelles pour atteindre peut-être un mi-temps et gagner « un peu d'argent ». On comprend que « les gens démissionnent souvent très vite » et que « le roulement est important et perpétuel » !

En effet, c'est l'employeur lui-même qui le dit... Et nous recevons toutes les semaines des salariés confrontés au non respect du code du travail, au travail au noir qui prive le salarié de cotisations sociales (retraite, chômage, indemnité journalière...), voire au non respect des obligations les plus élémentaires en terme d'hygiène au travail.

Qui peut croire que demain, la suppression des CDI au profit de CDD, la suppression des seuils et des Prud'hommes qui permettent aujourd'hui une meilleure protection, seront favorables aux salariés ?

Nous refusons la précarité, le chômage et le blocage des revenus de nos salaires et pensions. Nous appelons tous les salariés à nous rejoindre pour se défendre.

Une permanence de la CGT se tient les mercredis après-midi au local 5 rue des Écoles à Chauffailles. N'hésitez pas à prendre rendez-vous pour tout problème lié au travail et pour vous organiser. Isolé, il est difficile de se défendre. L'organisation, c'est notre force.

Le bureau – le 27 octobre 2014



UGICT-CGT Grand Lyon : A bas le projet de métropole !

Compte-rendu des discussions à la Commission exécutive

La métropole de Lyon décidée par Collomb avec les élus du Conseil général du Rhône et prévue dans la loi MAPAM du gouvernement Hollande-Valls-Lebranchu, est le premier acte de la nouvelle réforme territoriale.

Ce projet vise à la suppression du département du Rhône sur le territoire de la Communauté urbaine de Lyon.

Collomb présente très explicitement l'objectif de cette fusion : réaliser des économies.

Ces économies, via la fusion de services vont affecter les agents, leurs conditions statutaires, de rémunération et de travail.

Le projet de métropole va amplifier la dislocation de certains services publics (gestion du RMI, des politiques sociales ...) puisque leur gestion sera différenciée selon les territoires.

La métropole de Lyon doit se mettre en place au 1^{er} janvier 2015. La Direction générale organise depuis mai 2014 cinq groupes de travail avec les syndicats : temps de travail, rémunérations, droits syndicaux, politique sociale (Comité des œuvres sociales, mutuelles ...), avancement et promotions. Ce sont tous les aspects statutaires qui vont faire l'objet de mesures d'économie.

En juin, l'administration a mis sur la table des négociations un protocole d'accord sur le temps de travail qui supprime 5 jours de congés aux agents du Grand Lyon (2 jours de congés annuels et 3 jours du Président) ainsi que les cycles de travail auxquels sont attachés les agents du Département du Rhône, notamment la possibilité de faire 35 heures sur 4 jours ou 4.5 jours. A la suite de cette proposition de temps de travail, une intersyndicale (CGT, CFDT, CFTC et dans un premier temps FO) a décidé de boycotter les réunions de concertation. Une autre intersyndicale emmenée par la CGC avec FA-FPT, l'UNSA, à laquelle s'est rallié le très jeune syndicat Sud (issu de départs de la CGT-Propreté) + FO ont continué de participer aux négociations. La CGC faisant même le boulot de l'administration en proposant un questionnaire aux agents pour savoir sur quelle formule ils voulaient travailler sur la base de 1607 heures annuelles et non plus 1571 !

Concernant les œuvres sociales, la Métropole propose de diminuer sa participation fonction de la masse salariale. Sur les droits syndicaux c'est la même chose, moins de droits. La volonté est donc clairement affichée : faire une métropole à l'économie, Collomb ne s'en étant jamais caché.

De mai à septembre, la CE de l'Ugict-CGT a discuté de l'attitude à adopter face à la remise en question des acquis, notamment concernant le temps de travail, les responsables syndicaux étant résignés (« *je n'emmènerai pas les agents faire grève pour défendre les 1571 heures annuelles, il en va de ma crédibilité face à G. Collomb* », dit le secrétaire général de l'Ugict-CGT).

Cependant, beaucoup d'agents se sont adressés spontanément à leurs représentants syndicaux, notamment CGT pour leur demander de réagir contre ces attaques, n'étant pas prêts à accepter une baisse de leurs jours de congés, comprenant ainsi très bien que se battre sur cette question était important pour la suite, notamment sur la rémunération (régime indemnitaire). Pour l'administration également, la question du temps de travail est un test pour pouvoir par la suite accentuer les attaques.

Finalement, l'intersyndicale boycottant les groupes de travail a organisé une après-midi de mobilisation le jeudi 6 novembre 2014 en appelant les agents à débrayer et à se rassembler devant l'hôtel communautaire. 1500 personnes se sont réunies avec 700 grévistes (sur 4800) côté Grand Lyon et presque 900 côté Département du Rhône (sur 5000), sachant que beaucoup d'agents ont participé au rassemblement de 13H30 sans se déclarer grévistes. L'autre intersyndicale avait finalement appelé au dernier moment, après avoir invectivé l'autre intersyndicale sur sa non participation aux groupes de travail, à un rassemblement à 13H en disant que les propositions de l'administration étaient inacceptables.

Tout ceci montre la disponibilité au combat des agents contre la remise en question de leurs acquis.

Les organisations syndicales ont été reçues par Collomb le vendredi soir qui a suivi. Il n'entend pas reculer et a remartelé que la métropole permettrait de faire des économies.

Cette métropole a valeur d'exemple pour le gouvernement et préfigure les prochaines étapes de la réforme territoriale, avec la fusion des régions et peut-être ultérieurement des départements ou d'une partie d'entre eux. **C'est un plan social à l'échelle nationale que se prépare, comme la RGPP dans la Fonction publique d'État.**

La responsabilité des directions des fédérations de fonctionnaires, de la CGT et de FO en particulier, est de **combattre cette réforme territoriale, d'en demander le RETRAIT et de refuser de participer à toutes les négociations/concertations de mise en place de cette réforme, que ce soit au niveau national ou local.**

